

genre, et à augmenter les chances de paix et de sécurité durables. C'est la première leçon à tirer de la crise.

Cependant il y en a d'autres. Tout comme le Premier ministre l'a indiqué le 8 février, le commerce inconsidéré des armes doit cesser. Les engagements et le passé du Canada en matière de contrôle des armements lui permettent d'en parler avec autorité sur les tribunes internationales. Avec les chefs d'autres pays, je me suis penché sur certaines de nos propositions visant à réduire les ventes d'armes et les risques présentés par celles-ci. Les progrès ne viendront évidemment pas tout de suite, mais toutes les personnes que j'ai rencontrées s'entendaient, après 10 ans de conflit, sur la nécessité de résoudre ce problème, et elles voulaient le faire de façon concrète et constante. Certains pays du Golfe auront peut-être le réflexe d'acheter de nouvelles armes afin de parer aux menaces qui, selon eux, continueront de planer. C'est pourquoi des pays comme le Canada présentent des propositions comme celles mises de l'avant par le Premier ministre.

Mais si nous voulons instaurer une paix et une sécurité authentiques, tout en diminuant les ventes d'armes, les causes sous-jacentes de tension doivent être éliminées. Ces tensions, dont beaucoup découlent du conflit persistant entre Israël et ses voisins, ont été un sujet majeur de mes entretiens.

Personne au Moyen-Orient n'a oublié le moment historique que nous venons de vivre, et il y a encore beaucoup d'obstacles à franchir. Toutefois, une occasion s'offre à nous, mais pas pour longtemps. Le monde ne doit pas la laisser passer.

Beaucoup d'entre nous affirment que les récents événements ont changé le Moyen-Orient à tout jamais. Le Canada veut que ces changements soient positifs, c'est-à-dire renforcer les Nations Unies, exercer un meilleur contrôle sur les armes, réduire les risques de guerre et mettre fin aux tensions qui engendrent le climat d'insécurité qui règne dans cette région.

J'ai félicité M. Perez de Cuellar au nom du Canada pour sa détermination pendant le conflit. Il a remercié notre pays de son appui, soulignant qu'il avait été un exemple pour les autres, grâce à sa détermination à régler cette crise par l'entremise des Nations Unies.

Il m'a informé que les Nations Unies sont prêtes à surveiller la séparation des belligérants, lorsque le gouvernement du Koweït en fera la demande officielle.

Il nous a aussi instamment demandé de contribuer à guérir les blessures occasionnées par cette crise en incitant certains dirigeants avec qui le Canada a des relations étroites, comme le roi Hussein de Jordanie. Le Secrétaire général est